

Bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe

N° 14

Printemps 2006 Universités Louis Pasteur (Faculté des sciences économiques et de gestion) et Robert Schuman (Institut des Hautes Etudes Européennes) — Strasbourg.

Éditorial de Michel Dévoluy

Les Européens souhaiteront plus d'Europe quand celle-ci apparaîtra comme la réponse appropriée aux problèmes majeurs du moment. Dans

Sommaire

La perception de l'euro par les ménages européens en 2005 Gilbert Koenig	3
Les enjeux du débat sur la directive services à la lumière des spécificités des services Damien Broussolle	9
Processus de convergence dans les pays d'Europe Centrale et Orientale : quels délais ? Alexandre Sokic	19
Les critères de Maastricht et les performances de l'économie turque Irem Zeyneloglu	26
De la souplesse pour renforcer le pacte de stabilité Michel Dévoluy	30
Les événements marquants Gérard Lang	33

un monde complexe, fragile et incertain, les citoyens s'identifient à l'espace politique qui se préoccupe le plus de leur bien être matériel et de leur destin collectif. Pour le moment, les Etats demeurent premiers et on constate même des réactions de défiance face à l'Union. Après la sédimentation de la concorde entre les peuples, et en particulier depuis l'Acte unique de 1987 et le traité de Maastricht de 1992, les Européens étaient en droit d'attendre que l'Union devienne le moteur de la croissance et de l'emploi. Plus encore, il était légitime d'espérer que l'Union produise un modèle social apaisé et exemplaire dans un monde multipolaire soumis à la globalisation. Ces attentes ont été déçues. L'économie européenne, et surtout la zone euro, subissent depuis plusieurs années un chômage important et un accroissement des exclusions sociales et des inégalités. Par ailleurs, le dernier

élargissement a contribué à accentuer les doutes et les interrogations. L'idée de solidarité, à la base de la construction européenne, est surtout mise en avant par ceux qui la réclament à leur seul profit. Et la belle ambition d'intégration européenne perd de son souffle quand on privilégie la libre circulation et la mise en concurrence des systèmes des Etats membres.

Pour les Européens, le tissu identitaire élaboré à partir des politiques économiques, sociales et étrangères reste donc fourni par les Etats. Quant à L'Europe, elle apparaît comme réduisant les marges de manœuvre des gouvernements nationaux, sans pour autant offrir en contrepartie les instruments d'une véritable gouvernance économique et sociale au niveau de l'Union. Une telle architecture est très fragile et peu robuste sur le long terme.

La cause profonde de cette situation est l'absence d'intégration politique. Il manque en effet une mise en cohérence de l'architecture des politiques économiques et sociales européennes. Pour avancer, l'Union doit forger un modèle économique et social qui suscite l'adhésion des citoyens. Au stade actuel, il est probable que l'ensemble des vingt cinq ne sont pas convaincus de cette nécessité, sans parler des futurs adhérents. Mais les membres de la zone euro n'auront pas le choix, sauf à revenir en arrière en recédant du pouvoir aux Etats. On tournerait alors le dos à une formidable création collective.

Il ne s'agit pas simplement ici d'initier de nouvelles solidarités de fait comme des programmes européens de recherche ou la création d'un service civil européen. C'est très bien et on peut déjà s'y engager. Mais c'est insuffisant. L'Union doit avoir un projet qui rencontre les attentes des citoyens : l'emploi, la solidarité, la sécurité, le développement durable, les perspectives d'avenir. Tout cela passe par une construction politique avec un gouvernement unique et un budget financé par l'impôt.

Pour inventer cette forme de fédéralisme à deux vitesses, qui distingue la zone euro du reste de l'Union, les Européens devraient se donner deux ou trois années pour débattre. Ensuite, une consultation menée le même jour à l'échelle européenne permettrait aux citoyens de se prononcer sur les grandes lignes du projet. Une Convention dessinerait ensuite l'architecture institutionnelle.